

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne  
1 boulevard Jules Guesde  
CS 70377  
10026 Troyes

Troyes, le 01/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ADNOT Père et Fils SARL**

Rue Gabriel Péri  
Chemin de Sellières  
10100 Romilly-sur-Seine

Références : 24-226  
Code AIOT : 0005702597

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2024 dans l'établissement ADNOT Père et Fils SARL implanté Rue Gabriel Péri Chemin de Sellières 10100 Romilly-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 03/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale sur la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). L'objectif de cette action est de s'assurer que les professionnels du déchet ont contractualisé avec les éco-organismes en charges de la gestion des DEEE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ADNOT Père et Fils SARL
- Rue Gabriel Péri Chemin de Sellières 10100 Romilly-sur-Seine
- Code AIOT : 0005702597
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ADNOT Père et Fils exerce depuis 1983, à ROMILLY-SUR-SEINE, une activité de récupération de ferrailles, métaux, et de véhicules hors d'usage (VHU), en vue d'assurer leur

recyclage et leur valorisation.

Les activités exercées par la société ADNOT Père et Fils sur ce site sont :

- le stockage, dépollution, démontage de véhicules hors d'usage (centre VHU),
- le transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux (métaux et ferrailles),
- le traitement des déchets non dangereux (ferrailles en presse-cisaille),
- le transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux (DIB), de D3E, de déchets dangereux (batteries),
- le traitement (concassage, criblage) et transit de déchets non dangereux inertes (produits minéraux).

Ces activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°BEC2018106-0003 du 16 avril 2018.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action Nationale 2024 DEEE

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                          | Référence réglementaire                                     | Autre information |
|----|----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Situation administrative                                                   | Code de l'environnement du 01/07/2023, article R.181-12     | Sans objet        |
| 2  | Existence d'un contrat avec un éco-organisme                               | Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1 | Sans objet        |
| 3  | Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants                     | Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45     | Sans objet        |
| 4  | Dispositions relatives aux aires d'entreposage                             | Arrêté Ministériel du 23/11/2005, annexe I-1                | Sans objet        |
| 5  | Dispositions relatives à l'extraction des piles et accumulateurs portables | Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article 2 – 5             | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection des installations classées n'a pas constaté de non-conformité susceptible de donner des suites administratives.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Décret du 06/06/2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Classement ICPE de l'établissement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>2711. Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.<br>Le volume susceptible d'être entreposé étant :<br>1. Supérieur ou égal à 1 000 m3 : régime de l'enregistrement<br>2. Supérieur ou égal à 100 m3, mais inférieur à 1 000 m3 : régime de la déclaration avec contrôle périodique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Constats :</b><br>L'établissement est classé sous le régime de la déclaration, rubrique 2711, pour son activité de tri transit regroupement de DEEE.<br>La surface autorisée représente 250m3. L'article 1.2 .1 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2018 prévoit une surface dédiée pour le matériel « hors froid ». Suite à la contractualisation avec l'éco-organisme ECOSYSTEME le 1 <sup>er</sup> juin 2024, l'exploitant est en capacité de recevoir du matériel « froid ». La rubrique ICPE ainsi que la surface dédiée restent inchangées.<br>Dans le cadre de l'instruction en cours du dossier de demande d'autorisation pour le projet d'extension, il sera nécessaire de mettre à jour l'intitulé de la rubrique 2711 en retirant la notion de matériel « hors froid », sachant que la surface dédiée au stockage des DEEE reste inchangée. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

N° 2 : Existence d'un contrat avec un éco-organisme

|                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.<br><br>III. - Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits. (...) |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant dispose d'un contrat avec l'éco-organisme ECOSYSTEME. L'inspection des installations classées a vérifié la période de validité du contrat, ce dernier prend effet le 1er juin 2024 pour une durée de quatre ans.<br>L'ensemble des déchets pris en charge par l'établissement sont couverts par le contrat.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

#### N° 3 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – Utilisation de Trackdéchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".<br>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique (...) |
| <b>Constats :</b><br><br>Depuis 2022 l'exploitant utilise TrackDéchets pour l'ensemble de ses déchets dangereux. Il l'utilise également pour une majorité des déchets non dangereux.<br>La personne en charge de l'utilisation de TrackDéchets a réalisé une extraction de la base pour l'année 2023. L'inspection des installations classées a vérifié la bonne utilisation et la maîtrise du logiciel.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

#### N° 4 : Dispositions relatives aux aires d'entreposage

|                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, annexe I-1               |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraisseurs.</li> <li>-couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</li> <li>-la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ;</li> <li>-l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ;</li> <li>-l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses)</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les aires de réceptions et de stockages sont distinctes et clairement identifiées.<br/> Les aires d'entreposage des DEEE sont revêtues de surfaces imperméables.<br/> La zone est étanche et dispose d'un décanteur / déshuileurs-dégraisseurs.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 5 : Dispositions relatives à l'extraction des piles et accumulateurs portables**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article 2.5</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Extraction des piles et accumulateurs portables</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les piles et accumulateurs portables extraits des déchets d'équipements électriques et électroniques en application du 2 du présent article doivent être systématiquement et gratuitement mis à disposition des organismes agréés ou systèmes individuels approuvés en application des dispositions prévues à l'article R. 543-128-3 du code de l'environnement.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les piles et les accumulateurs sont extraits des déchets d'équipements électriques et électroniques.<br/> Via l'éco-organisme COREPILE, ces piles et accumulateurs sont pris en charge pour traitement dans la filière dédiée.</p>                                                                                                                                                 |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |